Orléans : la sécurité fait causer

Publication : vendredi 28 février 2020 14:58

La Tribune HebdO, 28 février 2020

La Police municipale a été au centre des discussions, lundi, au conseil municipal d'Orléans.

CONSEIL MUNICIPAL D'ORLÉANS

LA SÉCURITÉ FAIT CAUSER

Comme prévu, les chiffres de la délinquance ont occasionné un débat animé lors du dernier conseil municipal de la mandature. Les élections municipales, toutes proches, étaient évidemment en toile de fond. BENJAMIN VASSET

Une multitude de chiffres, et un constat posé par Olivier Geffroy, maire-adjoint en charge de la Tranquillité publique : Orléans a connu un recul de la délinquance générale en 2019 (-8,5 %) par rapport à 2018, ainsi qu'une baisse de la délinquance de la proximité (-12 %). Parmi les indicateurs marquants – et positifs – Olivier Geffroy a insisté sur la baisse du nombre de cambriolages, des vols d'automobiles, des dégradations/destructions et des coups et blessures. La majorité a aussi fait son mail de l'augmentation du nombre d'interpellations de la Police municipale. Lundi, ses agents auront été hissés dans le sens du poil, tous les élus louant la qualité de leur travail. D'ailleurs, pour contrecarrer les attaques fréquentes des proches de Serge Grouard quant au fait que plusieurs agents de la Police municipale d'Orléans auraient quitté la Ville ces dernières années, Olivier Geffroy a même expliqué que leurs compétences et leurs formations avaient attiré l'attention d'autres « grandes villes » de France. Florent Montillot, dans sa barbe, maugrée : « Saint-Jean-le-Blanc, Saint-Jean-de-Braye ? Des grandes villes ? »

ORLÉANS EN 2019, C'EST :

59 : le nombre de crimes et délits pour 1 000 habitants
91 : le nombre d'atteintes à personnes dépositaires de l'autorité publique (102 en 2018)
290 : le nombre d'interpellations pour délits routiers à Orléans (195 en 2018)
6 853 : le nombre de faits de délinquance générale constatés (7 463 en 2018)

Cependant, Olivier Geffroy a tout de même consenti à étayer quelques points noirs, comme ceux des violences aux personnes. 32 vols avec violence ont ainsi été répertoriés à Orléans par la Direction Départementale de la Sécurité Publique dans le Loiret (218 en 2019, contre 186 en 2018). « *C'est un sujet qui monte et qui me préoccupe*, a déclaré l'élu. *Il y a une évolution de la société qui tend vers la violence.* »

« Immodestie » et « spécialiste intergalactique »…

Une fois cette présentation passée, le débat a pu s'engager. Et alors qu'on aurait pu s'attendre à un feu croisé des « *Orléanais au cœur* » ceux-ci sont montés au front en ordre dispersé. François Lagarde a de nouveau ouvert les hostilités en rappelant la fameuse agression du fagueret de la Police municipale et intercommunale des Transports en août dernier, demandant si l'auteur de l'agression, toujours aperçu libre de la garde, allait enfin être pris en charge d'une manière ou d'une autre. « *Il a été déclaré pénalement irresponsable* », lui a répondu Olivier Geffroy, confiant qu'« *on se trouvait, pour l'instant, dans un angle mort* » au niveau juridique. Au même François Lagarde, qui l'interrogeait sur sa position en matière d'armement de la Police municipale, Jean-Philippe Grand (EELV) a ensuite répliqué qu'il y était favorable, « au vu du grand professionnalisme » dont avaient fait preuve les agents de la PM depuis 2015, année où la Ville a décidé de les armer (en cinq ans, une arme a été utilisée une seule fois par les agents, ndlr).

Puis c'est Florent Montillot, discret jusque-là, qui a fait monter le volume, en évoquant des « erreurs manifestes » de chiffres et de dates, en appuyant sur des « items qui n'apparaissent pas » dans la présentation de ces chiffres, en pointant la baisse de matière-chiens ou en tapant sur la mauvaise gestion humaine – supposée – de la Police municipale. « *Augmenter le nombre de policiers municipaux ? C'est une bonne idée, a lancé Florent Montillot. Mais il faudrait déjà stopper l'hémorragie. Sur les deux dernières années, plus de 40 % des agents sont partis. Ils ont été remplacés par des fonctionnaires détachés. Tout cela relève d'un problème de gouvernance, administrative ou politique.* » L'ancien adjoint à la Sécurité sous Serge Grouard était alors repris de volée par un Olivier Geffroy ironique : « *Aucun des chiffres qui ont été donnés cet après-midi ne sont des années en cours de ce qui a été fait précédemment, même si nous (Florent Montillot) étes rejoint comme le spécialiste (in)spécialiste des questions de sécurité…* »

Un enjeu électoral

Olivier Carré et ses proches savent que la sécurité – et le sentiment d'insécurité – font partie des éléments sur lesquels les électeurs vont faire leur choix, le 15 mars prochain. Dans le sondage que nous avions publié le 13 février avec *France Bleu Orléans*, 31 % des Orléanais mentionnaient ce thème comme l'une de leurs préoccupations majeures. Serge Grouard, qui avait fait le coup, avait attaqué très tôt sur le sujet. Dans son programme, présenté fin janvier, il parlait déjà d'« urgence sécurité », expliquant vouloir notamment, entre autres propositions, « *renforcer la Police municipale* », « *accentuer la lutte contre les trafics* » ou « *renforcer la lutte contre les fraudes, les incivilités et l'immigration illégale* ». Dans son programme paru la semaine dernière, Olivier Carré lui a répondu, en déclarant pour sa part souhaiter « *renforcer les effectifs de Police municipale* », « *créer une brigade de citoyens dressés à détecter les stupéfiants* », « *installer une nouvelle astreinte avec l'État et le Département pour coordonner la lutte contre l'immigration clandestine* » et « *intensifier la lutte contre la fraude* ». Sur ce thème, les deux anciens amis se marquent à la culotte. Le conseil municipal de lundi en a été le dernier exemple.

L'ADIEU AUX LARMES

Pour de nombreux élus, ce conseil, dernier de la mandature, coïncidait avec la fin – provisoire ou définitive – de leur parcours d'élu municipal. Martine Ghirdi, François Foussier, Muriel Chérédame ou Corinne Leveleux-Teixeira ne siégeront plus, en effet, une fois les élections passées. Avant cette séance de lundi, « CLT » a d'ailleurs voulu dresser le bilan de ses six dernières années dans l'opposition. « *Cela s'est globalement bien passé, as-elle expliqué. Nous avons pu nous exprimer sans invectives contre nous.* » Et l'élue de relever quelques points positifs : « *la rue des Carmes, le LABO et le Centre aquatique* », soit autant de dossiers que l'opposition, a selon elle, contribué à faire émerger. « *Il y a aussi eu quelques points de déception : aujourd'hui, Orléans n'est pas au niveau sur le plan culturel. Ensuite, il y a eu un affaissement de la démocratie, avec par exemple la sortie de l'opposition des conseils d'école. Et le passage vers la Métropole a contribué à vider les conseils municipaux.* » Comme Leveleux-Teixeira, dont les relations avec Jean-Pierre Sueur et Baptiste Chapuis ne sont plus au beau fixe depuis longtemps, a également confirmé qu'elle quittait le PS, « *Le problème, c'est le PS orléanais, pas Fleury ou Saint-Jean-de-Braye. Et hélas. Localement, ce n'est plus possible de rester dans le PS. En gros, on serait Tourangeau, on serait toujours au PS parce qu'à Tours, ils ont été moins cons…* », avec les autres membres du groupe « Socialistes, Verts et apparentés », elle a également confirmé soutenir Jean-Philippe Grand en vue des municipales. « *Il fera un super maire* », a prédit CLT.

Phoca PDF